**Mémo – impôts 2022**

**I Les principes du droit fiscal**

* Article 4 A du Code Général des Impôts (CGI)
  + Les personnes qui ont en France leur domicile fiscal sont passibles de l'impôt sur le revenu en raison de l'ensemble de leurs revenus.
  + Celles dont le domicile fiscal est situé hors de France sont passibles de cet impôt en raison de leurs seuls revenus de source française.
* Article 4 B du CGI
  + 1. Sont considérées comme ayant leur domicile fiscal en France au sens de l'article 4
    - a. Les personnes qui ont en France leur foyer ou le lieu de leur séjour principal ;
    - b. Celles qui exercent en France une activité professionnelle, salariée ou non, à moins qu'elles ne justifient que cette activité y est exercée à titre accessoire ;
    - c. Celles qui ont en France le centre de leurs intérêts économiques.
* Bulletin Officiel des Finances Publiques- Impôts (BOFIP) : BOI-IR-CHAMP-10
  + En règle générale, doivent être considérés comme ayant en France le lieu de leur séjour principal les contribuables qui y séjournent pendant plus de six mois au cours d'une année donnée. *(c’est bien souvent la règle appliquée dans les services des Finances Publiques, à défaut de tout autre justificatif)*

**II L’application du droit fiscal aux problématiques des sans-papiers**

Quelques règles générales

* Pour remplir une déclaration 2042, on suit l’ordre de la déclaration. Le système déclaratif entraîne une responsabilité en cas de fausse ou mauvaise déclaration (rappel, pénalités éventuelles).
* La situation s’apprécie toujours au 1er janvier 2022 sauf si elle a changé en cours d’année (naissance d’enfant, par exemple), auquel cas on retient la situation au 31 décembre 2021. On retient toujours celle qui est la plus favorable
* Lorsqu’une personne déclare pour la première fois ses impôts sur le revenu en France, on dit qu’elle est primo-déclarante. Elle remplit alors un formulaire 2042 papier. Une fois enregistrée dans la base de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP), elle reçoit chaque année une déclaration pré-remplie (DPR) sur la base des informations connues de l’administration : Toujours utiliser la déclaration pré-remplie, si la personne n'a pas reçu sa déclaration, mais qu'elle a bien eu un avis d'imposition l'année précédente, lui conseiller de contacter un centre des finances publiques pour obtenir déclaration pré-remplie. Si il est trop compliqué de récupérer la DPR, il faut à minima indiquer le numéro fiscal sur la déclaration papier. Pas de déclaration pré-remplie pour les primo-déclarants.
* Une fois la personne connue des services de la DGFIP (après avoir remplie sa première déclaration et reçu son premier avis d’imposition ou de non imposition), elle peut déclarer les revenus des deux années antérieures. En cas de déclarations à déposer pour les années précédentes (oublis, non connaissance de l'importance de la déclaration) il faut d'abord déposer la déclaration sur les revenus 2021. A réception de l'avis d'imposition, les déclarations antérieures (revenus 2020 et 2019) pourront être déposées si la personne était bien en France à cette période.
* Les règles ci-dessous reprennent l’agencement des rubriques pour les déclarations pré-remplis (DPR) et les déclarations vierges (à plat). L’agencement des rubriques peut varier sur les déclarations dites automatiques.

Avant de remplir la déclaration :

* Voir depuis quand la personne est là : elle doit avoir été présente sur le sol français l’année précédente (2021) depuis au moins 6 mois et 1 jour
* Où elle habite et si elle a une attestation d’hébergement en cas de première déclaration
* La situation familiale
* Vérifier si on est sur une 1ère déclaration et si la personne a déjà reçu un avis d’imposition

Page 1 de la déclaration 2042 : l’identité

* Cocher la case en haut s’il s'agit de la première déclaration (on ne compte pas les déclarations déposées mais non saisies car il manquait des justificatifs).
* Pour une première déclaration, il faut joindre une copie de justificatif d'identité : carte d'identité, passeport, livret de famille, carte de séjour. On peut aussi utiliser la carte AME, plus simple. Ce justificatif d’identité sert uniquement à orthographier correctement les noms et prénoms de la personne, il ne s’agit en aucun cas d’un contrôle d’identité de la part de l’administration fiscale
* État civil (nom, prénoms, y compris ceux de la conjointe ou du conjoint). Mettre tous les prénoms de la pièce d’identité, cela évite les amalgames d’homonymes dans les fichiers. Bien vérifier les données à l'aide des pièces d'identité, et pas à l'aide des fiches de paie (pas toujours au bon nom).
* Date et lieu de naissance (code 99 pour pays étrangers)
* Téléphone à indiquer si le contribuable le souhaite, et mail uniquement si facilement consultable. Cela permet des contacts rapides si justificatifs manquants.
* Adresse : bien vérifier l'adresse actuelle, l'adresse au 1er janvier 2022 si elle est différente, et si la personne est hébergée (en indiquant bien chez Monsieur ou Madame « Untel ») => **Passage aux rubriques page 5 et 6 pour la domiciliation et les justificatifs.**
* Bien cocher la case 0RA si la personne n'a pas de téléviseur, c’est le locataire en titre qui doit déclarer et payer si téléviseur dans le local (1 taxe par local, pas par téléviseur).
* Ne pas oublier de faire dater la déclaration, d’en faire une copie si possible, et surtout de la faire signer.

Page 2 de la déclaration : la situation familiale

* Situation de famille :
  + La personne est célibataire : pas de problème, cocher la case C ;
  + La personne est mariée :
    - à l’état civil (non coutumier) et la famille est en France : on cochera la case M (mariés). En cas de polygamie, la loi française ne prend en compte qu'une seule épouse. Ne pas oublier les enfants, et les éventuelles cartes d’invalidité.
    - Sous le régime de la séparation de biens (transposition dans la législation française des règles en vigueur dans de nombreux pays): selon la loi fiscale, il faudrait se déclarer séparé, sans les enfants à charge qui ne vivent pas sous le même toit. L'article 6.4.a du CGI prévoit l'imposition distincte des époux mariés sous le régime de la séparation de biens, dès lors qu'ils ne résident pas sous le même toit. Cependant, les sommes envoyées au pays peuvent être déclarées en pensions alimentaires, mais les justificatifs peuvent être demandés. Les sommes ne sont déductibles qu'à condition d'être envoyées exclusivement aux descendants et ascendants.
    - Attention, il faut toujours qu'il y ait une concordance avec les situations déclarées aux autres administrations, cela peut avoir des conséquences importantes. Le choix de se déclarer célibataire ou marié, dans les cas de mariage sous le régime de séparation des biens, revient au contribuable.
    - **⇒ La situation du mariage est une problématique récurrente : dans le cas de mariage selon les règles en vigueur dans le pays d’origine, nous proposons fiscalement de se déclaré « séparé » ou « célibataire ». Les documents administratifs officiels (Code Général des Impôts et la Brochure Pratique Impôt sur le Revenu) considèrent qu’il faut se déclarer célibataire, à prendre en compte pour conséquences avec les autres services publics. Cependant, de nombreuses personnes ne se sentent pas humainement de faire ce choix administratif. C’est une discussion à avoir au cas par cas avec la personne concernée**
    - **On peut aussi préciser sur la ligne « Information » : marié-e sous la séparation de bien**
* Charges de famille : ne sont comptés à charge que les enfants mineurs dont le contribuable peut prouver l'existence. Sous certaines conditions, les enfants majeurs (âgés de moins de 21 ans ou 25 ans s'ils sont étudiants). Jamais le conjoint, les parents ou beaux-parents.
* Penser à demander si quelqu’un est titulaire de la carte d’invalidité et quand elle a été obtenue.
* Coordonnées bancaires : avec la mise en place du prélèvement à la source, le RIB est demandé. En cas d'absence de compte bancaire, il faut indiquer dans le cadre Informations que l'on ne possède pas de compte bancaire SEPA (compte aux normes européennes). Attention, l’absence de RIB est bloquant pour la déclaration en ligne.

Page 3 : les revenus

* Les revenus sont annuels (versements du 1er janvier au 31 décembre) ; On se base sur les dates de virement, et pas sur les dates des fiches de paie.
* Pour une déclaration pré-remplie où les salaires sont déjà indiqués, il faut vérifier le détail des sommes en bas de page avec les fiches de paie.
* Pour les dossiers de régularisation, la préfecture peut émettre un avis défavorable si elle juge que les revenus sont insuffisants pour assurer sa subsistance.
* Une déclaration avec 0 en revenus est rédhibitoire.
* Les cases à utiliser sont :
  + pour les salaires : 1AJ pour le déclarant 1, et 1BJ pour le ou la conjointe.
  + pour les revenus des salariés des particuliers employeurs (aide à domicile) : 1AA pour le déclarant 1, et 1BA pour **le déclarant 2**.
  + Pour les revenus des auto-entrepreneurs : déclaration 2042 Cpro. Si il y a option pour le versement forfaitaire libératoire, il faut remplir la case 5TB , sinon c’est la case 5KP. On rempli avec le chiffre d’affaire sans abattement.

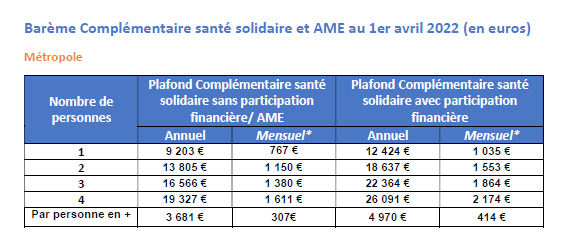
(https://www.impots.gouv.fr/particulier/questions/comment-declarer-les-revenus-provenant-de-mon-activite-dauto-entrepreneur)

* + pour les pensions alimentaires perçues : 1AO pour le déclarant 1, et 1BO pour le déclarant 2 (il est préférable d'utiliser 1AJ et 1BJ).
  + On est non imposable si les revenus sont inférieurs à la limite indiquée dans

ce tableau :

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Nbre de parts | 1 | 1,5 | 2 | 2,5 | 3 | 3,5 | 4 |
| Personne seule | 15 174 | 20 000 | 25 000 | 30 000 | 35 000 | 40 000 | 45 000 |
| Couple marié ou pacsé |  |  | 28 236 | 33 000 | 38 000 | 43 000 | 48 000 |

* Salariées et salariés déclarés
  + Elles/Ils ont des feuilles de paye, donc le revenu à déclarer est la somme des revenus imposables mensuels. Si les feuilles de paie sont établies sous un autre nom, dans ce cas il s'agit d'un travailleur sous alias
  + Si il y a un seul employeur, le cumul imposable de l’année doit figurer sur la dernière feuille de paye (la délivrance d’un récapitulatif annuel indépendant n’est pas une obligation, mais le cumul sur la feuille de paye est obligatoire)
  + Attention à la date de versement du salaire (par exemple si le versement du salaire de décembre a lieu en janvier, le salaire à déclarer l'année suivante)
  + Si plusieurs employeurs, attention de bien suivre l’activité et de calculer le cumul.
  + Elles/Ils ont parfois reçu une déclaration pré-remplie : pour ces camarades, vérifier les charges de famille, le montant pré-imprimé ; en cas de discordance, corriger à l'aide des pièces présentées.
* Salariées et salariés non déclarés
  + Par définition, le ou la déclarante n'a pas de feuille de paie.
  + Détermination du montant à déclarer
    - Par principe, on ne fait pas de déclaration avec un revenu zéro ;
    - ll faut donc :
      * savoir comment la personne est payée (liquide, chèque, virement sur son compte ou le compte d'un tiers), combien, et à quelle fréquence ;
      * savoir si elle a un compte en banque, et quelle somme elle met dessus, à quelle fréquence (on pourra admettre que le revenu à déclarer soit le total de ces versements).
  + Indiquer la profession, cela évite des suspicions sur les revenus déclarés (p 2, informations)
  + Déclarer un montant en dessous du plafond Complémentaire Santé Solidaire (ex CMUc) pour ne pas priver la personnede l’AME (Aide Médicale d’État) :
  + Plafond de ressources pour l'accès à l'AME selon le lieu de résidence et la composition du foyer

****

* Les alias :Cas d'emprunt de titre de séjour, et donc d'identité, pour pouvoir être embauché.
  + **Dans le cas où les employeurs déclarent leurs salariés, le “prêteur” de la carte peut avoir les revenus des différents utilisateurs de la carte sur sa déclaration pré-imprimée.**
  + **A présent, le travail sous alias est surtout impacté par le prélèvement à la source (voir la fiche PAS)**

Page 4 : Les charges déductibles

* On aura principalement le cas de l'argent envoyé au pays pour les enfants. Dans ce cas, il faut indiquer les sommes envoyés en case **6GU**.
* Les justificatifs sont à garder 3 ans, ils doivent pouvoir être fournis en cas de contrôle.
* Sur une Déclaration Pré-Remplie, la case 8EA peut être remplie, c'est l'éventuelle avance en début d'année des crédits d'impôts estimés selon la déclaration de l'année précédente.
* En cas de DPR, le bas de la page porte le détail des sommes qui sont pré-imprimées. Faire un rapprochement avec les feuilles de paye s’il y en a.
* Les réductions et crédits d'impôts se déclarent sur un formulaire à part : la déclaration 2042 RICI
  + = charges ouvrant droit à réduction d’impôt : dons aux œuvres
  + = charges ouvrant droit à réduction d’impôt : scolarisation des enfants (collège, lycée, études supérieures, case 7EA, 7EC, 7EF, indiquer le nombre d'enfants)
  + = charges ouvrant droit à crédit d’impôt : cotisations syndicales (case 7AC)

Pages 5 et 6 : justificatifs pour les primo-déclarant·e·s

* La déclaration de revenus 2042 est accompagnée d'une page domiciliation pour les primo-déclarants.
* En cas de personne hébergée, il faut compléter l’attestation d'hébergement page 5 de la déclaration, ou joindre une attestation d’association domiciliante, datée au 1er janvier 2022, (la situation de la taxe d'habitation se basant sur la localisation au premier janvier) et une copie de la dernière taxe d'habitation ou de la dernière taxe foncière ou du contrat de bail de la personne hébergeante.
* Sur l'attestation d'hébergement (page 5 de la déclaration) être attentif à la date de début d'hébergement (à leur domicile depuis le...) afin que le délai de séjour sur le territoire soit supérieur à 183 jours pour les primos-déclarants (soit avant le 30 juin de l’année précédente)**.**
* Les centres des finances acceptent toute domiciliation agréée par la préfecture.
* En cas d'hébergement chez un particulier, il faut veiller à ce qu'il y ait un minimum de personnes hébergées pour chaque local. En cas de surnombre dans un local, certains centres bloquent la saisie de la déclaration le temps de vérifier avec l'hébergeur le nombre effectif de personnes résidant à l'adresse (cas des “ventes” d'attestation d'hébergement).
* De plus, depuis 2017, les agents ont consigne de la Direction Générale des Finances Publiques de ne plus saisir les déclarations des personnes étant hébergées par le résident d'un foyer. Ils se basent sur la liste des résidents envoyés par les gestionnaires de foyers ou les attestations de résidence, et refusent la saisie des déclarations des hébergés (le règlement intérieur des foyers interdit l'hébergement). Les centres des Finances Publiques proposent aux contribuables concernés de trouver une domiciliation, sans connaissance et prise en compte des difficultés de domiciliation, notamment sur l'Ile-de-France. De nombreuses déclarations risquent d'être refusées de fait.
* La domiciliation est un des facteurs de blocage des saisies de déclaration.
* En effet, les services ont la consigne de vérifier l'existence des contribuables et leur présence effective en France.
* De fait, en cas d'impossibilité d'avoir une attestation d 'hébergement à la bonne date, il faut joindre un courrier expliquant la situation avec des justificatifs de présence dans la zone géographique du centre pour l'année des revenus. En effet, suivant la note sur les domiciliations incertaines : « ...c'est uniquement en présence d'un doute sur l'existence effective du déclarant ou sur sa domiciliation réelle en France que les services demanderont les justificatifs... » et « ...s'il ressort de la déclaration pré-remplie (DPR) ou des pièces justificatives fournies par le contribuable qu'il réside effectivement en France, voire qu'il y est titulaire d'un emploi, la déclaration doit être prise en charge et traitée de manière identique à celle des autres usagers. ». Cependant, afin d'assurer la saisie de la déclaration, il est préférable d'avoir une domiciliation depuis au moins le 30 juin 2021.

La déclaration automatique :

* Nouveauté 2020, certaines déclarations pré-remplie porteront la mention « déclaration automatique ». Au cas où les informations pré-remplies sont correctes, et il n’y a pas de rajout à faire, les déclarations seront saisies automatiquement sans besoin de les renvoyer, en date du 8 juillet.
* Pour le cas des sans-papiers, il manquera évidemment plusieurs éléments :
  + - salaires si l’employeur ne les déclare pas, ou pas tous
  + - les pensions alimentaires
  + - les éventuelles déductions
  + - les changements de situation familiale
* Il est donc important de renvoyer la déclaration corrigée et signée avant la date limite de dépôt, afin d’éviter d’avoir en saisie une déclaration incomplète.

La télédéclaration :

* Il est possible de télédéclarer à condition d'avoir déjà déposé une déclaration, d'avoir reçu un avis d'imposition l'année précédente et d'avoir une adresse mail. Possibilité non ouverte aux primo-déclarants de fait.
* La télédéclaration donne l'avantage de pouvoir disposer immédiatement d'un avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu.
* Cependant, la démarche nécessite une aisance avec l'outil informatique et aussi d'avoir facilement un poste informatique pour consulter ses avis. Il ne faut pas proposer ce type de déclaration aux personnes ne maîtrisant pas à minima l'outil informatique et la langue française.
* Dans un premier temps, il faut créer son espace usager avec un mot de passe sur le site impots.gouv.fr, pour cela il faut se munir de la déclaration des revenus 2020 (pour le numéro fiscal et le numéro d'accès en ligne) et de l'avis d'imposition 2021 sur les revenus 2020 (pour le revenu fiscal de référence).
* Ensuite,un mail est envoyé immédiatement par l'administration fiscale. Il faut cliquer sur le lien dans les 24 heures afin de valider le mail de l'usager. Enfin, il faut saisir la déclaration en ligne sur impots.gouv.fr
* Attention, la saisie d'un RIB est obligatoire pour la télédéclaration
* Après validation de la saisie, un avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu (ASDIR) est disponible sur l'espace usager. Il pourra être imprimé dés lors.
* Attention, bien décocher la case dématérialisation (dans les paramètre du compte usager), si on veut recevoir la déclaration pré-remplie par la poste l’année suivante.
* Pour les militantes et militants qui tiennent les permanences ne pas oublier de se munir d’une calculette, de bloc de papier et de tenir la comptabilité de celles et ceux qu’on reçoit (faire un tableau de comptage par lieu et par journée, sur deux colonnes, primo-déclarants et déclarations pré-remplies)

Quelques liens utiles

* Le site des impôts :

<https://www.impots.gouv.fr/accueil>

* Les déclarations à télécharger :

https://www.impots.gouv.fr/formulaire/2042/declaration-des-revenus

* La brochure de la campagne d’impôt sur le revenu :

<https://www.impots.gouv.fr/www2/fichiers/documentation/brochure/ir_2022/accueil.htm>

* Simulateur des frais kilométriques :

<https://www.impots.gouv.fr/simulateur-bareme-kilometrique>

* Autres simulateurs disponibles :

<https://www.impots.gouv.fr/simulateurs>